

Un participant latino-américain a pris la parole pour dire que la situation n'était pas uniquement la somme des conflits opposant les cinq pays centraméricains. Le gouvernement Reagan est également un intervenant; "ce sont les États-Unis qui ont orchestré la guerre". En décembre 1981, la CIA a versé 20 millions de dollars pour créer (financer, organiser et équiper) une armée *contra*. Dans ce contexte, peut-on dire qu'une guerre civile sévit au Nicaragua? Non. Les insurgés sont-ils maîtres d'une partie du territoire? Non. Bénéficient-ils d'une représentation sociale? Ont-ils été reconnus par la collectivité internationale? Non. Dépendent-ils d'un pays extérieur? Oui. En fait, le général Secord (à la retraite) a souligné cette réalité il y a deux ans lorsqu'il a dit qu'en cessant d'aider les *contras*, les États-Unis leur couperaient leur source vitale d'approvisionnement; pareille action entraînerait "la fin des *contras*". Cela ne signifie pas qu'il n'y aurait pas de conflit au Nicaragua sans les *contras*. Les révolutions provoquent des affrontements. Mais le pays pourrait "régler ces conflits dans le cadre d'un appareil juridique licite". Quant aux visites effectuées par M. Habib dans la région, il faut préciser qu'il ne s'est pas rendu au Nicaragua. L'orateur a conclu en laissant entendre que, si les États-Unis "tiennent tellement" à parler au nom des *contras*, des représentants de ces derniers devraient faire partie d'une délégation américaine. Quoi qu'il en soit, la question fondamentale demeure le respect du droit international.

Les participants à la Table ronde devraient aussi s'interroger sur "ce qui se passera après l'élimination des *contras*. D'après les discussions se tenant au Congrès, tout porte à croire que ces derniers se retrouveront sans argent en septembre . . . Voilà un signe encourageant", et il importe donc "que nous ne nous penchions pas tant sur le cas des *contras*, mais plutôt sur les moyens que les amis des États-Unis peuvent prendre pour les aider à revenir à une politique fondée sur la diplomatie et sur la non-violence, au Nicaragua en particulier". Un autre participant latino-américain a ajouté que "la fin de l'aide accordée aux *contras* devait correspondre à un changement de politique". Dans leurs diverses déclarations, les groupes de Contadora et de Lima ont toujours insisté sur la nécessité pour les parties de cesser d'appuyer les forces rebelles.

Démocratie et paix

Le lien fait entre les *contras* et la question de la démocratie au Nicaragua a constitué un des obstacles auxquels se sont heurtées les négociations dans le cadre du processus de Contadora. Plusieurs participants ont abordé ce point ainsi que des questions plus vastes se rapportant à la nature de la démocratie et au lien existant entre la paix et la démocratisation.